

Je n'ai certes pas besoin d'évoquer ici les effets de l'épidémie de fièvre aphteuse de 1951, car tout le monde s'en souvient. Cette épidémie a eu pour effet de nous couper du marché des bestiaux nord-américain et les prix du bétail baissèrent immédiatement de 10 c. la livre. Nous venons tout juste de nous remettre de cette dépression du début des années 50. Bien que l'épidémie de fièvre aphteuse n'ait pas affecté au Canada l'industrie du bétail en tant que telle, elle nous a coupé du marché nord-américain du bétail et provoqué une chute des prix. C'est pour cette raison que je demande si nous avons intérêt à adopter une mesure législative qui causerait presque autant de tort et qui, à coup sûr, freinerait et entraverait l'industrie du bétail au Canada.

On a laissé entendre que mon but était de retarder l'étude de ce bill. Je ne souhaite pas retarder l'étude de ce bill pour le simple plaisir de le faire, mais j'ai de bonnes raisons de penser que le bill à l'étude témoigne d'un manque de compréhension et d'une grande insensibilité envers les meilleurs éléments de l'agriculture canadienne. Nous nous montrons insensibles. Je ne pense pas que l'on puisse trouver un adjectif trop fort pour décrire l'attitude adoptée par le secrétaire parlementaire et le ministre au cours de ce débat ainsi que leur répugnance à exposer des faits. Lorsqu'on les met sur la sellette, ils se voient obligés de se reprendre par la suite et à admettre les faits sur lesquels je me suis basé.

Les gens me demandent pourquoi l'Ouest canadien a si énergiquement protesté contre les programmes du gouvernement libéral. Ceux-ci n'ont pas toujours été mauvais. La raison en est due à l'entrainement du gouvernement. Par exemple, le premier ministre a dit à Winnipeg: «Pourquoi devrais-je vendre votre blé» en affichant une indifférence que les résidents de l'Ouest n'ont pas encore digérée. En écartant le principe du troupeau de base, le gouvernement a prouvé son indifférence à l'endroit de l'élevage.

Les gens de l'Ouest sont généreux, bons et ils pardonneront vite à quelqu'un; ils sont prêts à lui donner une seconde chance. Mais il faut que cet homme s'intéresse à l'Ouest et s'en soucie. Il doit prouver qu'il se met au courant des problèmes de cette région et qu'il les comprend. Le gouvernement ne l'a pas fait. Le programme LIFT en est un exemple. Le gouvernement a dit aux cultivateurs: «Le voici; acceptez-le. Si vous n'êtes pas content, c'est le même prix car nous allons éliminer l'excédent de blé». Les cultivateurs n'étaient pas contents et ils ont dû y renoncer.

Puis, le gouvernement a déposé son bill de stabilisation concernant le grain des Prairies qui a fait l'objet de débats passionnés. Les ministres de l'Agriculture des prairies sont venus à Ottawa pour en discuter et demander au gouvernement de le repenser, car sous sa forme actuelle, il était, à leurs yeux, inacceptable. Mais le gouvernement a répondu «qu'il n'en était pas question». Encore une fois, je suis sur un terrain solide. Le gouvernement n'a même pas étudié les implications de l'impôt sur les gains de capital dont sont frappés les éleveurs des États-Unis, et pourtant, il est disposé à mettre en vigueur un impôt de ce genre au Canada. Cela prouve, une fois de plus, l'indifférence et l'insensibilité du gouvernement.

Je suis reconnaissant, monsieur le président, que ce manque d'intérêt et cette indifférence aient été bien sentis par les gens de l'Ouest. Si le député d'en face se lève et affirme que le député de Crowfoot est un gueular qui ne sait pas ce dont il parle, qu'il veut tout simplement s'écouter parler, et que si nous le laissons s'essouffler, tout

rentrera dans l'ordre, c'est une chose. Mais s'il se lève pour me dire de me taire afin d'entendre ce qu'il a à dire, et qu'un quart d'heure après, il doit rectifier ses propos et reconnaître que j'avais raison et qu'il avait tort; alors qui devrait tendre l'oreille, selon vous, monsieur le président? Ceci prouve, je pense, qu'on devrait m'écouter.

J'ai abordé le sujet hier soir avec toute la gentillesse, le calme et la finesse dont j'étais capable. J'ai commencé par poser quelques questions. J'ai demandé au gouvernement s'il avait examiné la situation aux États-Unis et le secrétaire parlementaire a eu la bonté de dire: «Nous ne prendrons pas de décision tout de suite; nous y réfléchissons». Aujourd'hui encore, j'ai dit que si le gouvernement n'aime pas m'entendre me répéter ou lui reprocher sa dure indifférence, que l'honorable vis-à-vis diffère l'étude de l'article 29 pour fins de révision. Le gouvernement peut dire qu'il ne se rendra pas à ma suggestion ou qu'il n'adoptera pas le régime américain, mais qu'il annonce son intention d'étudier ma proposition et d'examiner l'application de l'impôt sur les gains en capital. Il indiquera au moins qu'il est réceptif et que certains des commentaires de l'opposition l'atteignent. Mais il ne semble pas disposé même à cela.

Je m'aperçois que les grands champions de la politique agricole du gouvernement ne sont pas à la Chambre. Les champions des Prairies, les partisans de la politique agricole, les éleveurs et les producteurs de céréales brillent par leur absence. Ils sont tous représentés par un seul homme qui semble avoir quelque chose à nous dire à ce sujet, et j'espère qu'il prendra la parole. Le voilà qui fait signe que oui, je peux donc me flatter de m'être fait entendre de lui, et je puis assurer le comité que la Chambre tout entière apprécie ce fait.

Cette question est une des raisons pour lesquelles la politique gouvernementale est rejetée dans l'Ouest du pays. D'après le ministre responsable de la Commission du blé, leur travail de promotion a été défectueux. Qu'est-ce que le premier ministre a dit à Calgary cet été au sujet du bill C-176? Il a dit que les gens de la région écoutaient de faux prophètes. Il a dit également: «Vous, les libéraux de l'Ouest, n'avez pas réussi à faire accepter notre programme». Quel que soit le programme, monsieur le président, il faudrait convaincre les gens pour qu'ils l'acceptent. Le gouvernement doit les convaincre du fait qu'il veut les aider. Une fois qu'ils seront convaincus, vous pourrez commencer à leur expliquer comment vous allez les aider. Si toutefois quelqu'un est convaincu d'avance que vous n'essayez pas de l'aider, il ne vous écoutera pas. Il ne prendra pas les médicaments et ne guérira pas avec la pommade que vous mettez sur ses plaies.

• (12.20 p.m.)

J'ai souligné énergiquement que les éleveurs des États-Unis se trouvent, en ce qui concerne les gains en capitaux, en meilleure posture que les Canadiens. J'ai souligné pourquoi notre situation devrait être meilleure. Les éleveurs des États-Unis ont un large marché à leur porte. Ils ont un climat favorable. L'élevage du bétail au Canada est affecté par la rigueur de l'hiver. L'honorable député de Meadow Lake pourrait nous parler des conditions de l'élevage dans le nord de la Saskatchewan et l'honorable député de Dauphin pourrait nous parler du sort des éleveurs du Nord. Ils pourront nous parler des hivers. Peut-être que certains éleveurs des contreforts des Rocheuses près de Calgary jouissent d'un climat peu différent de celui que connaissent de nombreux éleveurs des États-Unis. Cependant, nous ne pouvons pas tous vivre dans ces